

Ablon

Semaine de quatre jours refusée : le RPI en danger

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | mercredi 19 juillet 2017

607 mots



Xavier Canu, maire d'Ablon, et Moïse Andrieu, maire de Genneville. - Crédit Ouest-France

Après un rendez-vous infructueux avec le directeur adjoint de l'académie de Caen, les deux maires menacent de dissoudre le Regroupement pédagogique intercommunal.

La polémique

Nouveaux rebondissements dans le combat de Xavier Canu et Moïse Andrieu, maires respectifs d'Ablon et Genneville. Les deux municipalités, qui souhaitaient repasser à la semaine de quatre jours, se sont vues notifier un refus par la direction académique, vendredi 7 juillet. Jeudi 13 juillet, ils ont été reçus par le directeur adjoint de l'académie de Caen. Mais là encore, le retour à la semaine de quatre jours leur a été refusé.

« C'est insensé. On arrive avec un dossier complet, qu'on avait préparé en amont car on anticipait ce retour à la semaine de quatre jours et rien. D'autres communes ont eu certains passe-droits. On voit bien qu'il n'y a pas la même considération pour tel ou tel dossier », explique le maire d'Ablon. Un refus que la direction académique explique par « l'impossibilité du ramassage scolaire en cas de modifications des plages horaires ».

Un argument que réfutent les deux élus, car « les horaires restent inchangés depuis vingt ans ».

Une pétition a été lancée

Face à cet énième refus, Xavier Canu et Moïse Andrieu ont un ultime recours : un conseil municipal pour décider de l'avenir du Regroupement pédagogique intercommunal (RPI).

Mercredi 19 juillet, le conseil municipal se réunit à 21 h. À l'ordre du jour : le vote pour la semaine de quatre jours et la dissolution, ou non, du RPI. « Notre RPI date de 1972. C'est l'un des plus vieux du Calvados. On regrette d'en arriver là, mais on n'a pas le choix », indique Moïse Andrieu.

Une « décision irréversible » qui pourrait bien avoir de lourdes conséquences. « Nous ne faisons pas de chantage, rappelle Xavier Canu. Nous nous estimons victimes d'une injustice. On demande donc réparation. »

Ils espèrent obtenir gain de cause avant le 21 juillet, date de départ en vacances pour l'académie de Caen. « Nous plaçons les enfants au centre de nos préoccupations. C'est pour eux que nous nous battons, pour qu'ils puissent continuer à apprendre dans de bonnes conditions, sans s'endormir à la cantine le midi », insiste Moïse Andrieu.

Une pétition a été lancée sur le site de la mairie d'Ablon, pour pousser les parents à se mobiliser. « On a déjà beaucoup de signatures de parents. Ce soutien est important. Leurs enfants sont les premiers concernés », argumentent les deux maires.

Leurs moyens ne sont pas tous épuisés. Si rien ne change, ils prévoient de contacter le député de leur circonscription, Christophe Blanchet (LREM), pour appuyer leur demande, « et pourquoi pas faire un covoiturage et se rendre au ministère de l'Éducation nationale ». Une situation qu'ils espèrent régler au plus vite, pour préparer la rentrée de septembre sereinement, et dans une entente cordiale avec le corps enseignant.